

12 | ACTUALITÉ

SUD QUOTIDIEN - N° 9160
DU SAMEDI 2 - DIMANCHE 3 DECEMBRE 2023

OUMARYOUM A LA CELEBRATION DE LA 19E JOURNÉE DU TIRAILLEUR SENEGALAIS A THIAROYE

«Le Sénégal, pilier inébranlable du maintien de la paix mondiale»

Le cimetière des tirailleurs Sénégalais de Thiaroye a abrité la traditionnelle journée du 1er décembre, commémorant le Tirailleur sénégalais dont le thème est : «Géopolitique mondiale et destin de l'humanité : Rôle et place des instruments de régulation et de prévention au regard des expériences tirées des deux grandes guerres». La cérémonie s'est déroulée en présence de Me Oumar Youm, ministre des Forces Armées, des édiles des communes abritant le site, entre autres.



«Le Sénégal continue d'écrire une page remarquable de son engagement indéfectible en faveur de la paix mondiale, sous le leadership dynamique du chef de l'Etat, Chef suprême des Armées. Depuis l'aube de son indépendance, en 1960, le pays a été constamment sollicité par les Nations unies pour jouer un rôle déterminant dans des opérations

de maintien de la paix à travers le monde», a rappelé le ministre des Forces Armées, Me Oumar Youm, lors de la cérémonie de commémoration de la Journée du Tirailleur sénégalais à Thiaroye.

Il a souligné avec fierté la contribution inestimable du Sénégal aux missions de maintien de la paix. «Des troupes militaires qualifiées, des policiers et des civils

engagés du Sénégal ne se limitent pas à répondre aux appels des Nations unies, mais s'étendent également à des missions régionales et sous régionales, avec une participation active sous la bannière de l'Union africaine (UA) et de la CEDAO. Les efforts du pays en matière de maintien de la paix s'inscrivent dans une démarche globale intégrant des accords bilatéraux et des coalitions, témoignant ainsi de sa détermination à bâtir un monde plus sûr», a déclaré le ministre des Forces Armées.

Me Oumar Youm a souligné le rôle crucial du Sénégal dans la construction et la consolidation des instruments de prévention et de régulation de la paix. «C'est dans cette perspective que le président de la République a initié un Programme ambitieux de modernisation des Armées, visant à renforcer la réputation et les capacités stratégiques et opérationnelles des Forces de défense. Au-delà de la prévention, le ministre rappelle avec convain-

tion que l'ONU, après la seconde guerre mondiale, s'est donnée pour mission de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Les Nations unies jouent un rôle central dans le rétablissement de la paix, après un conflit armé, et dans la promotion d'une paix durable au sein des sociétés qui émergent des ravages de la guerre.

Ainsi, le Sénégal, fidèle à son riche héritage du tirailleur, se positionne en tant que pilier inébranlable du maintien de la paix mondiale, contribuant non seulement à la sécurité régionale et continentale, mais également à l'édification d'un avenir pacifique pour l'ensemble de l'humanité. La célébration de la journée nationale du Tirailleur a vu la participation des édiles de la commune de Thiaroye/Mer qui a déployé des moyens pour la réussite de la cérémonie. La cérémonie est sanctionnée par le baptême de la Rue des Tirailleurs, par le ministre des Forces Armées.

Moussa THIAM

SAINT-Louis-DEUXIÈMES JOURNÉES ACADEMIQUES DE L'INTERNATIONAL RESEARCH NETWORK (IRN) COUNT

Les chiffres et les statistiques au menu des échanges d'une trentaine d'enseignants-chercheurs du monde

Le Centre de Recherches et de Documentation du Sénégal (CRDS) ex-IFAN abrite depuis hier, vendredi 1er décembre, une conférence internationale organisée dans le cadre des deuxièmes journées académiques axées sur le thème « Les chiffres et les recherches en Afrique francophone : progrès et défis ».

« Il est difficile pour les politiques publiques de pouvoir non seulement avoir la mesure des situations mais aussi de pouvoir prendre des décisions éclairées si les statistiques ne sont pas fiables. » C'est le point de vue du Directeur de l'Institut d'Etudes Avancées de Saint-Louis du Sénégal, le Professeur Babacar Fall qui s'exprime hier à l'occasion de l'ouverture à Saint-Louis des deuxièmes journées académiques de portant sur le thème «Les chiffres et les recherches en Afrique francophone : Progrès et Défis». Le thème global de cette conférence est intitulé « Chiffre et classez en situation coloniale et post coloniale. Afrique francophone XIX-XXIe siècles ». Discours saisié par le Pr Babacar Fall pour rappeler que cette rencontre s'inscrit dans une recherche plus vaste visant à prê-

ciser le rôle de la colonisation dans cette généralisation des usages des chiffres dans le bon sens comme dans le mauvais sens. Selon lui, il est très important que la jeune génération soit éveillée sur l'utilisation des chiffres et des statistiques. « Il faut interroger les chiffres, la sensibilité et la signification et pouvoir comprendre le monde actuel dans sa structure et son organisation. Si on ne peut pas mesurer les phénomènes, il devient impossible de pouvoir effectivement en tirer les éléments de pertinence par rapport à l'opinion publique », a-t-il expliqué. Pour le Professeur d'Histoire à la Faculté de Dakar ex-Ecole Normale Supérieure, il s'agit de savoir comment ces chiffres sont fabriqués et ce qu'ils nous disent de la relation coloniale, pré-coloniale et post-coloniale et des sociétés qu'ils sont cen-

sés à représenter. Pour sa part également, Dr Babacar Dione, enseignant à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar s'est focalisé sur « l'importance des données chiffrées tirées des comptoirs coloniaux », soulignant que les documents chiffrés occupent aujourd'hui une place privilégiée dans les sciences sociales. Cependant, le démographe et économiste, Dr Soufianou Moussa du Laboratoire de Recherche sur les transformations économiques et sociales de l'IFAN basé à l'UCAD de Dakar, a animé la conférence inaugurale de ces deuxièmes journées académiques. Sa communication était axée sur les chiffres dans les sciences sociales précisant que « les chiffres sont partout. » D'où leur omniprésence.

YVES TENDENG

SECTEUR EXTRACTIF

Des collectivités perdent des ressources financières faute de siège social des entreprises (ONG)

Les collectivités territoriales perdent beaucoup de ressources à cause de l'absence de siège social des entreprises minières exploitant des ressources naturelles dans ces zones, a indiqué, vendredi, le lead-programme manager du programme USAID Tracez à l'ONG 3D, Ibrahima Diop. « Nous demandons aux communes d'aller plus loin dans leur collaboration avec les entreprises. Car, les collectivités territoriales perdent beaucoup de ressources avec une dépendance financière par rapport au secteur extractif », a-t-il dit lors d'un atelier de validation de la stratégie d'urgence de financement des priorités avec les élus de la commune de Diba, dans le département de Matam. Selon lui, beaucoup de taxes ne sont pas reçues par les communes, une situation due au fait que les sociétés extractives n'ont pas de siège au sein des communes dans lesquelles elles exploitent des ressources naturelles. Il a soutenu que l'ONG veut pousser les collectivités territoriales à faire ce plaidoyer pour que l'entreprise exerçant dans une commune puisse y avoir un siège social. « Cela leur permettra d'augmenter leurs parts de revenus des ressources issues du secteur extractif », a déclaré Ibrahima Diop. Au cours de cette rencontre, les acteurs ont pu identifier cinq secteurs prioritaires, notamment le secteur de l'agriculture aménagé à l'élevage, le secteur de l'éducation, la formation, la santé, l'environnement et le secteur de l'eau et l'assainissement.